



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
de la légalité  
et de l'environnement**

**INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**  
Arrêté préfectoral complémentaire n°2024 – 1416 du 09 août 2024  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2009-1026 du 20 juillet 2009  
autorisant la Société VERGNE Frères à exploiter  
une carrière de roches massives et ses annexes au lieu-dit « Curebourse »  
sur la commune de Saint-Clément (15 800)

**Le préfet du Cantal**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du président de la République du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;

**Vu** le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 autorisant la société VERGNE Frères à exploiter une carrière de roches massives et ses annexes sur la commune de Saint-Clément (15800) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023 – 1586 du 09 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

**Vu** le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral du 8 décembre 2021 ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne (SDAGE) approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 10 mars 2022 ;

**Vu** la demande du 5 juillet 2024 présentée par M. TEMPIER représentant la société VERGNE Frères sollicitant une prolongation de l'autorisation de la carrière dite de « Curebourse » sur la commune de Saint-Clément ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 22 juillet 2024 ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant dans sa transmission du 07 août 2024 ;

**Considérant** que l'autorisation d'exploiter la carrière de roches massives au lieu-dit « Curebourse » sur la commune de Saint-Clément, octroyée à la société VERGNE Frères par arrêté préfectoral du 20 juillet 2009, est échue depuis le 20 juillet 2024 ;

**Considérant** que les délais prévus en vue de la notification de la cessation d'activité ou de demande de prolongation de l'exploitation de la carrière tels que prévus dans le code de l'environnement ne sont pas respectés ;

**Considérant** que l'instruction de cette demande a été engagée conformément aux dispositions des articles R 181-16 et suivants du code de l'environnement et conclut au rejet de la demande telle que présentée ;

**Considérant** qu'il convient d'encadrer les conditions de la remise en état ou de l'instruction d'une nouvelle demande relative à l'exploitation de ladite carrière ;

**Considérant** que l'exploitation de la carrière peut-être prolongée à titre exceptionnel dans les formes prévues par l'article R 181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il n'apparaît pas nécessaire de recueillir l'avis de la CDNPS tel que rendu possible par les dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – PROLONGATION**

La durée de l'autorisation d'exploiter fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2009-1026 du 20 juillet 2009 susvisé est prolongée pour deux ans à savoir jusqu'au 20 juillet 2026. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà de ce délai, sauf délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale d'exploiter par arrêté préfectoral, intervenant avant l'échéance de l'autorisation fixée par le présent article.

### **ARTICLE 2 – GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières à constituer s'élève à 155 987 €. L'acte de cautionnement des garanties financières est transmis par l'exploitant à M. le préfet dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans le délai de 4 mois à compter de la publication ou l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° point ci-avant.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 4 - OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à la société VERGNE Frères sise «Lachaux », 15300 CARLAT.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Clément pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Clément fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Cantal, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

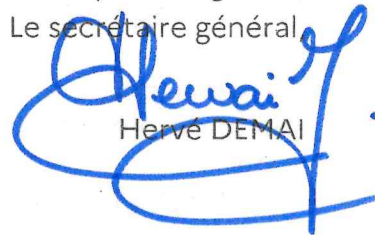
Un extrait est affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

## ARTICLE 6 - EXÉCUTION ET COPIE

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, le maire de la commune de Saint-Clément chargé notamment des formalités d'affichage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au président du conseil départemental,
- au délégué territorial de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Hervé DEMAI